

Dynamisme, résultats et problèmes actuels de l'agriculture espagnole

Spanish Agriculture: Dynamics, Outputs and Currents Problems

Victor M. Pérez Díaz

Production et politiques agricoles dans les pays industriels : du dedans au dehors

Volume 12, Number 1, 1981

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701161ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701161ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Díaz, V. M. P. (1981). Dynamisme, résultats et problèmes actuels de l'agriculture espagnole. *Études internationales*, 12(1), 117–125.

<https://doi.org/10.7202/701161ar>

Article abstract

The need to substitute capital for labor-force and the augmentation of internal demand explain the forms of expansion of spanish agriculture for the last 20 years: growth of production and changes in its composition, progression of productivity, intense mecanization, increase of imports more rapidly than exports. To day several factors disturb this model of growth, the main ones being the slow-down or rural depopulation, the inequality on land distribution, the persistent weakness of breeding. In the crisis ' cycle, we may doubt that government and agricultors can reach, beyond their short term accommodation, a new long term compromise.

DYNAMISME, RÉSULTATS ET PROBLÈMES ACTUELS DE L'AGRICULTURE ESPAGNOLE

Victor M. PÉREZ-DÍAZ*

ABSTRACT — Spanish Agriculture : Dynamics, Outputs and Currents Problems

The need to substitute capital for labor-force and the augmentation of internal demand explain the forms of expansion of spanish agriculture for the last 20 years : growth of production and changes in its composition, progression of productivity, intense mecanization, increase of imports more rapidly than exports. To day several factors disturbe this model of growth, the main ones being the slow-down or rural depopulation, the inequality on land distribution, the persistent weakness of breeding. In the crisis' cycle, we may doubt that government and agricultors can reach, beyond their short term accommodation, a new long term compromise.

I — DYNAMIQUE ET RÉSULTATS

L'examen des problèmes actuels de l'agriculture espagnole doit se fonder sur la reconnaissance d'un fait : cette agriculture a été affectée par des changements et une croissance extrêmement importants dans les quinze à vingt dernières années. L'ampleur globale de ces changements est, pour l'essentiel, connue. L'agriculture traditionnelle des années quarante et cinquante a disparu. C'était une agriculture sous-capitalisée, avec une main-d'oeuvre excédentaire maintenue à un niveau de quasi-subsistance. Les dépenses des exploitations à l'extérieur du secteur agricole étaient rares ; les familles rurales consommaient peu de produits manufacturés. L'agriculture servait, pour l'essentiel, à accumuler des ressources financières destinées au développement industriel¹. À la fin des années cinquante et tout au long des années soixante, la situation s'est profondément modifiée. L'ensemble des facteurs qui sont à l'origine de ce changement ont été maintes fois décrits. Je me limiterai donc ici à décrire les deux principales tendances de ce changement, et à indiquer ses dimensions en centrant l'analyse sur les années récentes².

Du côté de la production, la première tendance est la nécessité de substituer le capital au travail, tant salarié que non salarié. Ce mouvement de capitalisation résulte tant du départ de contingents massifs d'ouvriers agricoles et d'aides familiaux qui décidèrent d'abandonner l'agriculture, que des hausses considérables de salaires que cet exode procura à ceux qui restèrent dans le secteur. Le déplacement

* *Professeur à la Faculté des sciences politiques et de sociologie de l'Université de Madrid, Espagne.*

1. J.L. LEAL, J. LEGUINA, J.M. NAREDO, L. TARRAFETA, *La agricultura en el desarrollo capitalista espanol*, Siglo XXI, Madrid, 1977.
2. Sur les changements des années soixante : A. ROJO, "La crisis agricola", dans *Informacion Comercial Espanola*, février 1965 ; V. PÉREZ DÍAZ, *Estructura social del campo y exodo rural*, Madrid, Ed. Tecnos, 1967. Je veux mentionner ici l'aide que m'a apporté Benjamin GARCIA SANZ pour réunir les données sur les années récentes. Voir aussi V. PÉREZ DÍAZ, *Processus de changement dans les communautés rurales de « Castille »*, *Études rurales*, 51, 1973, pp. 7.26.

des actifs agricoles vers les autres secteurs a pris des proportions considérables. En 1960, on comptait en Espagne 4,816 millions d'actifs agricoles, soit 40,8% de la population active totale (contre près de 50% en 1950); en 1965 on en dénombrait 3,932 millions, soit 32,8% de la population active totale; en 1978, 2,436 millions soit 18,5% du total des actifs. Autrement dit, en moins de 20 ans, les actifs agricoles ont diminué de moitié en chiffres absolus et en %. La composition de la population active agricole s'est aussi modifiée. La part des employés et des exploitants sans salarié est passée de 38,5 à 43,8% entre 1965 et 1978. Entre ces deux dates, le pourcentage des aides familiaux est tombé de 32,3 à 25%, celui des ouvriers a augmenté de 27,2 à 31,2%³. Entraînés par cet exode massif, les salaires agricoles ont considérablement augmenté, passant de l'indice 100 en 1964 à l'indice 192,2 en 1970; 376,2 en 1974; et 850,5 en 1978⁴.

Du côté de la consommation, s'affirme une seconde tendance à l'expansion du marché intérieur, qui induit des débouchés nouveaux pour la production et la vente des produits agricoles: population urbaine en augmentation à cause du développement industriel et des services; tourisme (30 à 35 millions de touristes dans les années soixante-dix avec une pointe de 40 millions en 1973); marchés extérieurs (principalement la CEE qui achète 60% des exportations agricoles)⁵.

De fait les changements dans les quantités et les modèles de la consommation alimentaire espagnole sont spectaculaires: augmentation de la demande de produits comme la viande (28,1 kg/hab./an en 1965; 45 en 1970; 65,3 en 1977), le lait (59,4 litres/hab./an en 1965; 80,9 en 1970; 97,3 en 1977) et le sucre (21,5 kg/hab./an en 1965; 26,6 en 1970; 30,3 en 1977); stagnation (cas des légumes, poissons, huile, vin) ou diminution (pour les céréales panifiables et les légumineuses) pour d'autres produits⁶. Cette évolution a entraîné bien sûr une amélioration du niveau et de la qualité de la ration alimentaire moyenne des Espagnols: 2.907 calories par jour en 1965; 3.185 en 1977 (pour 3.219 en France et 3.316 aux États-Unis en 1973); 79,4 grammes de protéines en 1965; 94,4 en 1977 (103 en France et 104 États-Unis en 1973)⁷.

Sous l'effet de ces deux tendances - nécessité de diminuer le coût et/ou de remplacer la main-d'oeuvre d'un côté, augmentation de la demande de l'autre - l'agriculture espagnole s'est développée et transformée rapidement et profondément ces dernières années. En premier lieu, le volume global de la production finale agricole (PFA) a amplement augmenté. Entre 1964 et 1972 le taux moyen cumulé de croissance annuelle, en pesetas constantes, a atteint 3,25%, puis 3,75% entre 1973 et 1978 (ces taux contrastent avec la baisse d'activité des secteurs industriels et des services pendant cette période)⁸. Parallèlement, la valeur ajoutée agricole nette a

3. Ministerio de Agricultura, *Anuario de Estadística Agraria 1978*, Madrid, 1979, p. 16.

4. *Ibid.*, p. 602.

5. *Ibid.*, p. 633.

6. *Ibid.*, p. 648.

7. *Ibid.*, pp. 648, 655.

8. L. GARCIA GARCIA, « Política agraria y crisis », dans *Papeles de Economía*, 1, 1980, p. 229.

augmenté de 64,3% dans le même temps⁹. L'indice de la PFA en particulier s'est élevé de 100 en 1969-71 à 127 en 1977 (France: 109; Italie: 104; RFA: 117)¹⁰.

Il faut se souvenir en second lieu que ces augmentations de la production agricole ont été réalisées par une population active qui s'est réduite de 1,680 millions de personnes de 1964 à 1978. Aussi la productivité du travail par actif agricole a-t-elle été multipliée par 2,82¹¹. Enfin ces augmentations de la productivité ont été rendues possibles par un effort de capitalisation important. En pesetas constantes de 1970, le taux moyen cumulé de croissance annuelle de l'investissement s'est élevé de 3,5% de 1964 à 1972 à 6% de 1973 à 1977¹². Certaines estimations évaluent l'investissement annuel moyen à 22,7 milliards de pesetas en 1962-63; à 35,3 en 1964-67; à 54,9 en 1968-71; et à 75,2 en 1972-75; soit, calculé en pesetas constantes de 1964, respectivement: 24,1; 33,5; 44,3; 42,6¹³.

Consacrés en priorité à la mécanisation et aux améliorations culturales (notamment création de périmètres irrigués) les investissements ont aussi servi à développer de nouvelles cultures (fourrages surtout) et à acheter des terres (probablement dans une moindre mesure). La grande vague de mécanisation a eu lieu dans les années soixante, ce qui n'empêche qu'en 1977 s'observe un nouveau doublement de l'équipement par rapport à 1970. Le parc de tracteurs est passé de 56,800 en 1960 à 259,800 en 1970 et 421.300 en 1977. En équivalent chevaux-vapeur cela donne: 2 millions en 1960, 11,6 millions en 1970, 21,7 millions en 1977. En chevaux (tracteurs ou motoculteurs) pour 100 ha cultivés, les chiffres sont de 9,9 en 1960, 59,8 en 1970, 116,8 en 1977¹⁴. L'irrigation par contre, s'est accélérée dans les années soixante-dix: 1,8 million d'ha étaient irrigués en 1960, 2,2 en 1970, et 2,7 en 1977¹⁵.

Il faut signaler que pendant les années soixante-dix des tentatives, qui n'ont que partiellement réussi, ont été faites pour adapter cet effort d'investissement et de production à la demande interne. Ainsi entre 1964 et 1978 la structure de la production se modifie: les productions animales augmentent (viande bovine: +120,8%; viande porcine: +132,2%; volailles: +237,3%; lait de vache: +66,3%; oeufs: +69%); les surfaces cultivées se répartissent différemment: céréales (en grain): +1,6%, l'orge progressant fortement, le blé diminuant de plus d'1 million d'ha entre 1970 et 1977; légumineuses: -42,1%; fourrages: +36,2; légumes: +30,5%; fruits frais et agrumes: +20,4; fruits secs: +99%; graines oléagineuses: +5.520%; oliviers: -8,1%; vignobles; +2,6%; betterave: +102,2%; pomme de terre: +4,2%; coton: -69,48%¹⁶.

9. J.M. PEREZ BLANCO, « Sector agrario: resultados y expectativas, 1979 », (mimeo).

10. *Anuario*, op. cit., p. 611.

11. PEREZ BLANCO, art. cit.

12. GARCIA GARCIA, art. cit., p. 230.

13. L. TARRAFETA, *La capitalizacion de la agricultura española*, Madrid, Publicaciones del Banco de Crédito Agrícola, 1979; p. 62 ss.

14. *Anuario*..., op. cit., pp. 588, 590.

15. *Ibid.*, p. 36.

16. PEREZ BLANCO, art. cit.

Le commerce extérieur espagnol a évolué en fonction de ces tentatives d'ajustement. Tout d'abord les exportations comme les importations agricoles augmentent fortement. En 1964, encore, les exportations agricoles d'un montant de 32,7 milliards de pesetas (57,1% des exportations totales) dépassaient les importations, qui atteignaient 31 milliards (22,9% des importations totales)¹⁷. En 1968, les exportations agricoles s'élevaient à 44,1 milliards de pesetas, et les importations à 55,6. En 1978 les exportations avec 214,7 milliards de pesetas sont 4,8 fois plus importantes qu'en 1968 (ce qui en pesetas constantes de 1968 représente 85,9 milliards et un doublement par rapport à 1968). Les importations agricoles, évaluées en pesetas courantes, quintuplent entre 1968 et 1978 où elles atteignaient 284,1 milliards (en pesetas constantes: 102,4 milliards, soit 1,8 fois plus qu'en 1968)¹⁸. Signalons pour terminer ce point qu'en 1978 les exportations agricoles ne représentaient plus que 21,4% des exportations totales et les importations agricoles 20% des importations totales¹⁹.

Ensuite la structure tant des exportations que des importations agricoles a fini par prendre une physionomie assez stable. Au chapitre des exportations, les agrumes, les conserves de légumes, les vins et l'huile constituent environ la moitié du total²⁰. Les pays destinataires sont principalement les pays de la CEE (63,9% des exportations en 1970; 59,4 en 1977), puis les pays de l'AELE et les États-Unis (au total: 19% en 1970; 15% en 1977)²¹. Pour les importations, les céréales, les aliments composés et le soja (surtout destinés à l'alimentation animale), le café, le bois, les cuirs et peaux (pour l'industrie) représentent près de 60% du total²². Ici le bloc le plus important des pays fournisseurs est américain: États-Unis (23,2% des importations en 1970; 24,2 en 1977); et Amérique du Sud (31,2% en 1970; 31,6 en 1977). La CEE fournit 14,1% seulement des importations en 1970 et 11,4% en 1977²³.

II — LES PROBLÈMES DU PROCESSUS EN COURS

Le premier problème à prendre en compte est lié à la tendance étudiée plus haut de la réduction de la main-d'oeuvre. Il faut souligner que ce mouvement débouche maintenant sur une décapitalisation du « capital humain » de l'agriculture dont l'avenir est mis en péril.

La population active agricole compte aujourd'hui près de 2,4 millions de personnes, même si l'on considère que seulement 63% d'entre elles sont employées à plein temps dans l'agriculture²⁴. À première vue, ce nombre semble pouvoir être

17. F.J. MATUT ARCHANCO, « Balanza comercial agraria: Estudios y Programacion », dans *La agricultura española: problemas actuales*, Madrid, CEC, p. 63 ss.

18. *Anuario, op. cit.*, p. 629.

19. *La agricultura española, op. cit.*, p. 21 ss.

20. *Ibid.*

21. *Anuario, op. cit.*, p. 633.

22. *La agricultura española, op. cit.*

23. *Anuario, op. cit.*

24. « La población activa agraria y su cuantificación », dans *Coyuntura Económica*, n° 3, 1977, p. 73.

encore notablement réduit, sans que cette diminution compensée par l'augmentation de la productivité, soit incompatible avec une augmentation des volumes produits. La distribution par classes d'âges de cette population remet pourtant en question cette première analyse, à cause du poids disproportionné de la population de plus de 60 ans (en 1978 : 15,7% contre 8,2% dans la population active totale)²⁵.

Jusqu'à présent les scénarios d'évolution de l'économie, et du secteur agricole en particulier, supposaient une diminution de la population active agricole. Cette population était censée s'orienter vers l'industrie et les services. Or, le pays aujourd'hui connaît un taux de chômage de près de 10,1% de la population active, taux qui, selon toute vraisemblance, sous-évalue la réalité, ne serait-ce que parce qu'il prend pour référence statistique de base une définition selon nous artificiellement réduite de la population active : en sont exclues en effet les personnes qui ont cessé de chercher du travail. De même et en outre, le secteur agricole connaît déjà un taux de chômage significatif, surtout dans certaines régions notamment l'Extremadure)²⁶.

Ces données, dans l'immédiat, conduisent à prendre en compte des scénarios où la diminution des actifs agricoles serait beaucoup plus lente que dans les scénarios précédents, ce changement de perspective ayant pour corollaire de reposer un vieux problème : celui de la pleine utilisation de la capacité productive de la campagne espagnole, avec ce que cela implique : tentative de renverser le processus de désertification, revalorisation de l'économie de montagne, etc.²⁷.

En tout état de cause, la substitution du capital au travail dans l'agriculture a été menée à bien sans forte redistribution des terres exploitées. Une des conséquences de cette situation est probablement la surmécanisation et le gaspillage d'énergie, qu'encourage la politique de subventions aux carburants menée avec la bénédiction des producteurs (et importateurs) de machines agricoles²⁸.

Cette stabilité de la structure de la distribution foncière a une autre conséquence plus importante : elle limite la capacité future d'accumulation dans l'agriculture. La capacité à mobiliser des ressources propres et à s'endetter, comme la propension à investir, semblent moindres dans les minifundia comme dans certains types de latifundia. Pourtant la distribution des exploitations par classes de taille varie peu au cours des dix ans qui séparent les recensements de 1962 et 1972. La superficie occupée par les exploitations de moins de 10 ha a baissé de 13 à 11,8% ; celle occupée par les exploitations de 10 à 50 ha a diminué aussi de 22,6 à 20,2% ; celle des exploitations de 50 à 500 ha a augmenté de 27,2 à 30,7, et celle des exploitations de plus de 500 ha s'est maintenue autour de 37,2%²⁹.

Le système de crédit constitue un obstacle supplémentaire (mais qui ne se relie que partiellement à la taille insuffisante des exploitations) à l'endettement des agriculteurs et donc à l'effort d'investissement que cet endettement suppose de leur

25. *Anuario...*, p. 17.

26. Ministerio de Agricultura, *La agricultura española en 1978*, Madrid, 1979, p. 33.

27. Les estimations sur l'effort de capitalisation nécessaire pour compenser la diminution actuelle du stock de capital sont discutées dans L. TARRAFETA *op. cit.*, p. 183 ss.

28. PEREZ BLANCO, *art. cit.*

29. *Anuario...*, p. 38.

part. Ce système décourage l'octroi de crédits aux locataires, à l'agriculture de groupe, et en général aux exploitants dont les titres de propriété présentent des défauts de forme, comme en particulier l'absence d'enregistrement: cette situation affecte, selon certaines estimations, presque 60% des surfaces en propriété³⁰.

La capacité des agriculteurs à accumuler le surplus d'exploitation, qui se heurte aux difficultés déjà évoquées, est entamée de surcroît par deux autres phénomènes. En premier lieu par la hausse des salaires agricoles mentionnés ci-dessus³¹. En second lieu, par la faible participation des agriculteurs aux bénéfices tirés des opérations de stockage, de distribution et en général de commercialisation des produits agricoles. Or la tendance générale est indubitable: la part des coûts de commercialisation s'accroît de plus en plus dans les prix à la consommation. Plusieurs études corroborent d'ailleurs l'observation selon laquelle la commercialisation des produits agricoles est très chère en Espagne: on estimait en 1976 que les coûts de commercialisation atteignaient 80% du prix de vente au détail pour les produits alimentaires (et 60% pour les produits agricoles et alimentaires)³².

Enfin un dernier facteur vient limiter de manière importante les revenus agricoles: l'infériorité relative des éléments équivalents au salaire indirect ou social des travailleurs urbains, ces éléments étant compris comme l'accès aux divers services et équipements sociaux. Cette disparité est sans aucun doute un problème important. Les statistiques montrent que le revenu moyen des actifs agricoles est inférieur à celui des actifs non agricoles³³, même si le budget moyen des entrepreneurs et des travailleurs indépendants de l'agriculture n'est pas inférieur à celui des travailleurs de l'industrie et des services. Mais la différence se marque, quand on examine le niveau d'équipement des zones rurales. Cette infériorité relative est difficile à combler, en tout cas à court terme, compte tenu de l'état des finances locales.

Ainsi, ne pouvant améliorer les bénéfices de l'exploitation en réduisant les coûts, ou en augmentant la productivité à l'hectare, ou par le biais des revenus sociaux ou indirects, les agriculteurs n'ont d'autre issue, semble-t-il, pour augmenter leurs revenus, que de faire pression sur les prix. C'est d'ailleurs en invoquant les multiples obstacles à la capitalisation des exploitations, la hausse des salaires, et le sous-équipement relatif du milieu rural que les agriculteurs justifient leur action en faveur de la hausse des prix agricoles. Ceci explique la pression qu'il exercent sur l'administration publique qui organise et régule les marchés des produits de base³⁴.

30. « El credito agrícola », dans *Coyuntura Economica*, op. cit., p. 62 ss.; Circulo de Empresarios, *La empresa agraria española ante el futuro*, Madrid, 1979, p. 41 ss.

31. Il faut cependant tenir compte de ce que le niveau de départ était très bas, et donc très inférieur à celui des ouvriers de l'industrie et des services. Ainsi, en 1963, le salaire moyen dans l'industrie dépassait de 66% le salaire agricole moyen. En 1972, il lui était supérieur de 62%. Voir *Anuario...*, p. 604.

32. Banco de España, *Informe anual 1976*, Madrid, 1977, pp. 47-48.

33. En 1973-74, le revenu moyen des actifs non-agricoles était supérieur de 49% au revenu moyen des actifs agricoles. Voir Instituto Nacional de Estadística, *Encuesta de Presupuestos Familiares*, Madrid, 1975.

34. La politique de soutien des prix intéresse un ensemble de produits qui représentent 55% de la production finale agricole. Voir Banco de España, *Informe...*, op. cit., p. 54.

Sur ce point, l'objectif direct et immédiat des agriculteurs - relever leurs revenus par la hausse des prix - heurte de front deux autres objectifs de la politique agricole du pays : satisfaire la demande interne, et stabiliser l'indice des prix à la consommation.

Si les mesures prises en matière de prix ont varié selon les produits, il nous semble que dans le rapport de force qui a prévalu entre les agriculteurs et l'administration celle-ci s'est efforcée de contenir l'inflation d'abord, de réguler la production ensuite pour satisfaire la demande interne et, éventuellement, les marchés d'exportations.

Il est clair que la production de céréales destinées à l'alimentation humaine directe, et d'abord de blé, s'est maintenue au niveau de la demande interne, les diminutions de superficies étant compensées par les augmentations des rendements³⁵. L'évolution de la production de riz a aussi consolidé, ou maintenu, l'autosuffisance interne. Pour la betterave à sucre, après de violentes variations³⁶, la même tendance s'observe depuis que les prévisions de déficits du marché mondial se sont confirmées.

La production de fruits et légumes, de vin et d'huile, s'est orientée tant en fonction du marché interne que des exportations. Les deux derniers produits font l'objet d'une intervention publique importante et régulière, dont l'évolution est déterminée par la hausse de la production et la conjoncture des marchés extérieurs.

Globalement, la production et les exportations de fruits, de légumes (frais et conservés) et de vin se sont beaucoup développées. Le potentiel productif et exportateur de l'Espagne dans ces domaines est indéniable, et se trouve au centre des préoccupations des pays du sud de l'Europe, surtout la France et l'Italie. Pour l'huile, la production traditionnelle d'huile d'olive a été complétée par la production (et l'exportation) d'huile de soja (sur la base d'importations de graines) et par le développement de l'huile de tournesol qui a acquis une place importante et s'est consolidée sur le marché intérieur comme complément et/ou substitut de l'huile d'olive.

Mais, pendant toute la période, l'élevage a été la partie faible de l'agriculture, et spécialement les productions de viande (surtout bovine) et d'aliments pour animaux. Les agriculteurs n'ont pas pu répondre complètement à la hausse, pourtant forte, de la demande en produits carnés. Les prix ne se sont pas pour autant envolés, grâce aux importations massives organisées par l'État. Mais ces importations sont intervenues de telle façon qu'elles ont découragé la production de viande, en défavorisant l'élevage extensif et l'allongement de la période d'engraissement³⁷. De ce fait, les abattages se sont réduits³⁸ et les effectifs du troupeau se sont stabilisés.

35. Comme le montre la comparaison entre 1970 et 1978.

1970 : superficie 3,755 millions d'hectares ; production 4,125 millions de tonnes ; rendements 11,0 Q./Ha.

1978 : superficie, 1,751 millions d'hectares ; production 4,805 millions de tonnes ; rendements 17,5 Q./Ha. *Anuario*, p. 50.

36. Surtout en 1973 et 1974.

37. Banco de Espana, *Informe...*, op. cit., p. 51 ss.

38. Ce phénomène se renforce dans les dernières années : 2,038 millions de bovins abattus en 1975 ; 1,775 millions en 1978. *Anuario...*, p. 420.

Aux importations de viande que cette politique a favorisées, se sont ajoutées les importations d'aliments pour le bétail : maïs (qui n'a pas réussi à se développer dans le pays à cause surtout de la taille des exploitations) ; soja (auquel il est possible mais difficile de substituer d'autres produits) etc.³⁹. L'orge fait exception, puisque la production et les surfaces ont beaucoup augmenté, en réponse aux prix stimulants fixés par l'État⁴⁰.

Si l'ensemble des importations agricoles en 1978 s'est élevé à 284,1 milliards de pesetas⁴¹, les importations de fèves de soja, de tourteaux et de farine ont représenté 51 milliards (18% du total), celles de céréales pour l'alimentation animale 42 milliards (15,7% du total), celles de viandes 11 milliards (4% du total) et celles de lait et produits laitiers 5 milliards (2% du total)⁴².

CONCLUSION

On peut donc observer un modèle (pattern) de comportement homologue convergent entre l'administration et les agriculteurs. Ces deux sujets collectifs ont orienté et orientent leur conduite en vue d'un compromis sur leurs objectifs immédiats : augmentation de prix et réduction de la composante alimentaire dans le taux d'inflation. Dans ce processus, les agriculteurs et l'administration parviennent à des compromis satisfaisants ou acceptables pour les deux parties. Il est indéniable que ces compromis ont permis un développement considérable de l'offre agricole. Mais il a manqué et il manque toujours un accord de long terme sur les questions stratégiques qui conditionnent les possibilités de développement du secteur dans son ensemble.

Le marché foncier, le système de crédit agricole, les équipements collectifs font partie de ces questions clefs ainsi que les équilibres entre certaines productions et cultures, notamment celles qui sont liées à la production de viande, et la maintien de la compétitivité des produits d'exportation sur le marché mondial.

Ces diverses questions requièrent d'une part des politiques cohérentes avec la priorité accordée à la lutte contre l'inflation et à la restructuration de l'offre agricole ; d'autre part une politique extérieure très prudente, attentive à la fois aux négociations avec le Marché Commun et aux possibilités de substitution ou de réduction des importations (aliments composés, produits de l'élevage, machines, bois).

Ces questions stratégiques enfin impliquent aussi des subventions : à l'achat de terres (et peut-être à la retraite anticipée), aux taux d'intérêts des prêts, aux

39. Banco de España, *Informe...*, pp. 52-53.

40. 1970 : Superficie 2,224,1 millions d'hectares ; production 3,103 millions de tonnes ; rendements 14,0 Q./Ha.

1978 : Superficie 3,518 millions d'hectares ; production 8,068 millions de tonnes ; rendements 22,9 Q./Ha.

Anuario..., p. 56.

41. *Anuario...*, p. 629.

42. Ministerio de Agricultura, *La agricultura española en 1978*, op. cit., p. 23 ss.

équipements collectifs, à des plans de développement sur 3 ou 5 ans pour des exploitations d'élevage etc... Mais ici surgit un nouvel obstacle. Il est sûr en effet que le niveau du soutien public accordé à l'agriculture espagnole est relativement inférieur à celui accordé par les pays de la CEE: l'aide publique à l'agriculture espagnole a représenté 3% de la production finale agricole en 1976, contre presque 15% dans la CEE⁴³. Mais il est douteux que l'administration puisse disposer aujourd'hui des ressources nécessaires pour relever le niveau de subventions d'une part, et du capital politique indispensable pour décider cet effort supplémentaire, d'autre part. [*Traduit de l'espagnol*].

43. GARCIA GARCIA, *art. cit.*, p. 241. Voir aussi Circulo de Empresarios, *La empresa agraria...*, *op. cit.*, p. 102 ss.